

## Annexe 4

### (Chapitre 1)

## Les confusions théoriques à propos de l'origine du profit.

En invoquant la non prise en compte du coût du décalage temporel représenté par le détour capitalistique comme ultime argument à l'encontre de la théorie de la valeur-travail, les auteurs néo-classiques ouvrent la voie à un glissement théorique substituant la question de la justification du profit à celle de son origine. Le glissement est rendu possible par la confusion entre plusieurs questions:

**1. D'où vient le profit?** question qui se subdivise en deux sous-questions:

1.1. De quelle valeur le profit est-il la contrepartie?

1.2. A quelles occasions les entreprises réalisent-elles des profits et des surprofits?

**2. A quoi sert le profit?**

**A la question 1.1.** Marx apporte une réponse: le profit est une partie de la valeur ajoutée nette correspondant au surtravail, la plus-value. Il n'existe pas d'autre réponse à cette question dans la théorie économique<sup>1</sup>. Les autres "réponses" répondent à d'autres questions que nous examinerons plus loin. De ce fait, la théorie de la plus-value n'a jamais

---

<sup>1</sup>. Nous rectifions: il existe en fait, à notre connaissance, une autre réponse, celle dite de l'échange échelonné que Paul FABRA, *L'anticapitalisme, Essai de réhabilitation de l'économie politique*, Arthaud, Paris, 1974, a essayé de développer pour réhabiliter Ricardo face à Marx, et qui retrouve la même difficulté à laquelle s'était heurté sans s'en rendre compte Böhm-Bawerk qui avait confondu les problèmes de l'origine de l'intérêt et du niveau de celui-ci, s'attirant les foudres de Bortkiewicz (cf. DOSTALER G., *Valeur et prix*, op. cit., p. 159, note 10). S'il m'a fallu 5 heures, dit Fabra, pour récolter 1200 g de fruits et si je les mets à la disposition d'un salarié, il devra me restituer 1200 g et me verser en plus 1200 g à titre de compensation de la mise à disposition du salaire avancé pendant un laps de temps égal au temps nécessaire à la récolte de 1200 g. La réponse de Fabra présente un vice de forme et un vice de fond. Vice de forme parce que si je procède à un échange échelonné dans le temps (je donne A aujourd'hui et je ne recevrai B que dans un an), alors je ne suis pas privé pendant un an des deux biens puisque, de toute façon, même en cas d'échange immédiat, je n'aurais pu disposer que de B. Vice de fond parce que Fabra confond profit et taux d'actualisation.

été réfutée<sup>1</sup>; au contraire l'existence de la plus-value a même été démontrée (théorème d'Okishio-Morishima). Elle ne peut d'ailleurs pas être réfutée sauf si on démontre que la production et la valeur de celle-ci ne proviennent pas exclusivement du travail humain. Or, à ce jour, personne n'a pu démontrer, et pour cause, que la production n'était pas un acte exclusivement humain (sauf peut-être... les banques qui nous invitent à "faire travailler" notre argent mais qui dévoilent ainsi qu'elles en savent moins qu'Aristote et Thomas d'Acquin qui eux avaient compris que l'argent n'était pas productif). De ce fait, les adversaires de la théorie de la valeur-travail disqualifient celle-ci en la traitant de croyance mais sont obligés de faire appel à une autre croyance, celle du "capital productif". A ce sujet, Serge Latouche parle de *fantasme de la fécondité du capital*: "La fécondité du capital est un cas particulier du fétichisme de la marchandise"<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup>. SCHUMPETER J. *Capitalisme, socialisme et démocratie*, op. cit. L'auteur consacre tout le chapitre III à annoncer qu'il va la réfuter mais n'y parvient pas. Son argumentation vise à montrer que, la théorie de la valeur-travail n'étant pas confirmée par la réalité des prix ("l'écart qui sépare la théorie de la valeur-travail et les faits patents de la réalité économique", p. 49), la plus-value n'est plus fondée théoriquement. Le premier point du constat de Schumpeter est conforme à la pensée de Marx et même de Ricardo; le second point montre qu'il oublie que la plus-value n'a jamais été pour Marx un concept micro-économique mais un concept conçu pour dévoiler la *nature* des rapports sociaux, c'est-à-dire qui a d'emblée une portée systémique. Ensuite, Schumpeter distingue deux types de situation. En situation statique (p. 47-48), il pense que, même si la théorie de la valeur-travail était valable pour toutes les marchandises, elle ne pourrait être appliquée à la marchandise travail. Or, précisément, Marx ne l'applique pas à la marchandise *travail* parce que celui-ci n'en est pas une, mais à la "marchandise" *force de travail*; sinon, effectivement, il y aurait raisonnement circulaire. De plus, Schumpeter affirme qu'en concurrence pure et parfaite il ne peut y avoir de profits d'exploitation parce qu'autrement tous les employeurs s'efforceraient de développer la production et les profits disparaîtraient en raison de la hausse des salaires inévitable en l'absence de chômage caractérisant la situation de concurrence. Il reprend ainsi la thèse néo-classique selon laquelle le profit est inexistant en concurrence, confondant surprofit et profit déjà comptabilisé comme rémunération du capital. En situation dynamique (p. 48), Schumpeter explique que, l'économie n'étant jamais en équilibre stable, on pourrait concevoir que tendanciellement les plus-values soient réduites à zéro et recrées en permanence par les modifications de structures, mais, précise-t-il, c'est l'innovation qui concrétise les possibilités de profits (p. 53). Il confond alors nos questions 1.1 et 1.2. Enfin, Schumpeter affirme péremptoirement la supériorité de la théorie de la valeur-utilité sur celle de la valeur-travail (p. 43) après avoir dénoncé l'hypothèse ricardienne de l'homogénéité du travail alors que la théorie néo-classique repose également sur l'hypothèse de l'homogénéité des facteurs de production. Curieusement il concède (p. 43) que les prix relatifs mesurés par les rapports des utilités marginales peuvent sous certaines conditions être proportionnels aux quantités de travail, mais en renversant la causalité et sans se demander si l'égalité des rapports de prix et des rapports d'utilités marginales n'était pas un résultat de l'échange au lieu de fonder celui-ci; nous avons retrouvé ce problème au moment de la définition d'un prix des biens naturels dans le cadre de l'intégration de l'environnement dans le modèle d'équilibre général.

<sup>2</sup>. LATOUCHE S., *Epistémologie et économie, Essai sur une anthropologie sociale freudo-marxiste*, op. cit., p. 319. Déjà Marx avait ironisé à plusieurs reprises sur les vertus prolifiques du capital: "C'est la propriété naturelle du travail qu'en créant de nouvelles valeurs, il conserve les anciennes. A mesure donc que ses moyens de production augmentent d'efficacité, de masse et de valeur, c'est-à-dire à mesure que le mouvement ascendant de sa puissance productive accélère l'accumulation, le travail conserve et éternise, sous des formes toujours nouvelles, une ancienne valeur-capital toujours grossissante. Mais, dans le système du salariat, cette faculté naturelle du travail prend la fausse apparence d'une propriété qui est inhérente au capital et l'éternise; de même les forces collectives du travail combiné se déguisent en autant de qualités occultes du capital, et l'appropriation continue de surtravail par le capital tourne au miracle, toujours renaissant, de ses vertus prolifiques." *Le Capital, Livre I*, op. cit., p. 1113-1114. Voir aussi *Matériaux pour l' "économie"*, dans *Oeuvres*, op. cit., tome 2, p. 383.

Les économistes n'ont donc le choix qu'entre deux croyances. Mais, une fois n'est pas coutume, sur ce point, les néo-classiques sont complètement isolés face à tous les autres économistes, classiques, marxistes, keynésiens, post-keynésiens, néo-ricardiens<sup>1</sup>: il n'existe qu'une seule source de création de valeur ajoutée; au sens propre, il n'y a donc qu'un *facteur* de production, le travail dont la productivité s'élève grâce à l'amélioration du capital technique. Le phénomène (création de valeur ajoutée), l'évolution dans le temps du phénomène (augmentation de la productivité) et la cause de cette évolution (le progrès technique) sont consciemment ou inconsciemment confondus.<sup>2</sup> A supposer que le temps justifie l'appropriation du profit, ce n'est pas le temps qui crée la marchandise-contrepartie réelle du profit monétaire. Imaginons un détour de production... improductif: non seulement, un bien de production inutilisé ne sert à produire aucune valeur nouvelle, mais il perd lui-même sa propre valeur puisque celle-ci ne sera jamais transmise dans celle d'un produit final; transmise par quoi? par le temps? non, par le travail de transformation. Sans travail, le capital est dévalorisé. Imaginons un cas inverse: automatisation généralisée de la production des biens de production et de celle des biens de consommation. La valeur de la production est alors nulle. Ce cas d'école est un cas limite, au sens mathématique du terme: plus la production s'automatise, c'est-à-dire plus la productivité du travail (on devrait dire de la productivité du peu de travail qui reste à l'oeuvre) tend vers l'infini, plus les quantités produites deviennent grandes, mais plus la valeur tend vers zéro.<sup>3</sup> L'automatisation totale ne

---

<sup>1</sup>. Par exemple, PASINETTI L., *Structural change and economic growth*. Cambridge University Press, 1981, p. 199-200; SCHMITT B., *L'or, le dollar et la monnaie supranationale*, Paris, Calmann-Lévy, 1977, p. 36-37; BOISSONNAT J., *Bloc-notes*, *L'Expansion*, 4-7 février 1993, p. 9.

<sup>2</sup>. Comment ne pas s'étonner de l'embarras ou de la confusion de l'INSEE proposant une définition de la productivité? De 1976 à 1992, à l'occasion de 16 éditions successives des *Tableaux de l'Economie Française*, l'INSEE a proposé la définition suivante: "**Productivité horaire apparente du travail**. Son évolution se calcule en faisant le rapport de l'évolution de la valeur ajoutée en volume des branches à celle de l'activité (produit des effectifs par la durée offerte du travail). Sa croissance résulte souvent d'une plus grande consommation de capital et le qualificatif "apparente" cherche à mettre en garde contre la tentation de n'en attribuer la cause qu'à la seule productivité du travail." (TEF, 1987, p. 96) Résumons la seconde phrase: la croissance de la productivité apparente du travail ne doit pas être entièrement attribuée à la... productivité du travail. A elle seule, cette phrase, dans laquelle le complément de nom du sujet est en même temps... complément d'agent du verbe, contient toute l'impasse théorique de la science économique néo-classique. L'INSEE a-t-il été touché par la grâce? A partir de la 17<sup>e</sup> édition des TEF, la définition a été changée et la seconde phrase citée plus haut est ainsi rédigée: "Sa croissance résulte d'une plus grande consommation de capital d'où le qualificatif de productivité "apparente" du travail." (TEF, 1993-1994, p. 88) Nous avons eu la curiosité d'interroger l'INSEE sur les raisons de ce changement de définition. Marc Tapiero, chef de la Division "Chiffres-Clés" nous a répondu: "Cet allègement a été réalisé dans le seul but d'en améliorer la lecture." (Lettre personnelle, 7 octobre 1993, Réf. INSEE: 141/H220) Ce souci de clarté est louable mais il trahit l'impasse à laquelle aboutit la notion néo-classique de facteur de production.

L'affirmation selon laquelle le travail aurait été autrefois la source du surplus social, donc du profit, mais qu'il ne le serait plus aujourd'hui à cause des techniques modernes, est, sur le plan théorique, dénuée de sens. Ainsi "Notons pourtant qu'au temps où le capitalisme trouvait sa principale source de plus-value, donc de profit, non point dans des technologies encore dans l'enfance, mais dans le travail humain..." ROBIN J., *Un bluff inhumain: l'économie de marché*, op. cit., p. 2.

<sup>3</sup>. On peut trouver un tel mode de raisonnement chez un auteur marxiste, ce qui ne surprendra pas, comme MANDEL E., *Initiation à la théorie économique marxiste*, *Les Cahiers du Centre d'Economie Socialiste*, Paris, Etudes et Documentation Internationale, n° 39 à 41, 1er février-1er mars 1964, p. 23, mais aussi, ce qui est plus savoureux, chez SAY J.B., *Traité d'économie politique*, op. cit., p. 334-335, souligné par l'auteur: "Un pays est

signifiant rien d'autre que l'abondance absolue, voilà, pourrait-on dire, la théorie de la valeur-travail et la fameuse loi de la rareté réconciliées. Pas du tout: elles n'ont pas à être réconciliées puisqu'elles signifient toutes les deux la même chose. Le travail humain implique (au sens mathématique) la rareté (ou la croyance en la rareté, peu importe ici<sup>1</sup>): l'existence du premier suppose l'existence de la seconde.

L'inéluctabilité de l'écoulement du temps et la certitude de la mort expliquent que le futur soit déprécié par rapport au présent et que cette dépréciation soit compensée par un taux d'actualisation. Le temps et la mort sont objectifs. Mais la perception de cette dépréciation n'a rien d'objective, de naturelle ou d'universelle. Elle est tout à fait socio-culturelle: lorsque la certitude de la vie dans l'au-delà était présente dans tous les esprits, l'Eglise catholique était tout à fait fondée à condamner le prêt à intérêt. Admettons un instant qu'un taux d'actualisation soit justifié: on prête aujourd'hui un capital d'une valeur de 1000 et on récupère 1100 dans un an. Ce n'est pas l'écoulement du temps qui, de lui même, a engendré un supplément de valeur de 100. Quelque part dans le circuit économique, un travail a été effectué pendant l'écoulement de ce temps. L'aphorisme de Benjamin Franklin "le temps, c'est de l'argent" ne doit pas être mal interprété: le temps n'est de l'argent que s'il est du temps de travail. Seule la proposition renversée possède en vérité une signification:

---

d'autant plus riche et mieux pourvu, que le prix des denrées y baisse davantage. Mais je suppose qu'on insiste, et que, pour mettre à l'épreuve un tel principe, on pousse la supposition à l'extrême: *Si d'économies en économies, dira-t-on, les frais de production se réduisaient à rien, il est clair qu'il n'y aurait plus ni rente pour les terres, ni intérêts pour les capitaux, ni profits pour l'industrie: dès lors plus de revenus pour les producteurs.* Dans cette supposition, je dis qu'il n'y aurait plus même de producteurs. Nous serions, relativement à tous les objets de nos besoins, comme nous sommes relativement à l'air, à l'eau, que nous consommons sans que personne soit obligé de les produire, et sans que nous soyons obligés de les acheter. Tout le monde est assez riche pour payer ce que coûte l'air; tout le monde est assez riche pour payer ce que coûteraient tous les produits imaginables: ce serait le comble de la richesse. Il n'y aurait plus d'économie politique; on n'aurait plus besoin d'apprendre par quels moyens se forment les richesses: on les aurait toutes formées. Quoiqu'il n'y ait pas de produits dont le prix soit tombé à rien et ne vaille pas plus que l'eau commune, il y en a néanmoins dont le prix a éprouvé des baisses prodigieuses, comme le combustible aux lieux où l'on a découvert des houillères; et toute baisse analogue est sur le chemin de l'état de l'abondance dont je viens de parler." Si l'on fait abstraction ici des exemples (l'air et l'eau) pris par Say et qui sont devenus avec le temps de mauvais exemples de gratuité au regard de leur pollution, du besoin de l'acheminement de l'eau, et donc de la nécessité de les produire qui en résulte, mais qui, tout de même, *a contrario*, vérifient le raisonnement de l'auteur puisque ces biens, maintenant produits, ont un prix qui a cessé d'être nul, on peut y trouver une confirmation de notre conclusion sur le rapport entre la loi de la valeur et celle de la rareté. Robert Tartarin (TARTARIN R., *Gratuité, fin du salariat et calcul économique dans le communisme*, dans LAVIGNE M. (sous la dir. de), *Travail et monnaie en économie socialiste*, op. cit., p. 239, note 13) cite un autre passage de Say très ressemblant: "Si d'économies en économies, les frais de production se réduisaient à rien, il est clair qu'il n'y aurait plus ni rentes pour les terres ni intérêts pour les capitaux, ni profit pour l'industrie, dès lors plus de revenus pour les producteurs. Nous serions relativement à tous les objets de nos besoins comme nous sommes relativement à l'air, à l'eau... Tout le monde serait assez riche pour payer ce que coûteraient tous les produits imaginables: ce serait le comble de la richesse, il n'y aurait plus d'économie politique." Cité par Bernard (M.), *Introduction à une sociologie des doctrines économiques des Physiocrates à Stuart Mill*, Ephe, Mouton, 1963, p. 102-103."

<sup>1</sup>. Pour notre propos ici, le travail implique la rareté, que celle-ci soit une réalité objective ou fantasmée. Le propre de la société moderne en "développement" est d'avoir construit un imaginaire autour de la rareté. L'économie politique fournit le cadre de cette construction.

l'argent, la valeur, c'est du temps. L'argent n'engendre l'argent que si un travail est effectué.<sup>1</sup> Nous avons eu l'occasion, au cours de notre recherche, de le vérifier en examinant les propositions utopiques actuelles telles que "la valeur-temps". Ici, rappelons que plusieurs questions sont trop souvent confondues: l'origine du surplus de valeur (et par-delà celle de la valeur), sa répartition et éventuellement sa justification.

**A la question 1.2.** les théoriciens que l'on cite habituellement (J.S. Mill, Schumpeter, Knight) répondent par la récompense de l'abstinence, de l'innovation, du risque, de l'incertitude. Mais cela n'est en rien une réfutation du fait que le profit tiré de la vente des marchandises représente une part de la valeur de ces marchandises<sup>2</sup>. Ces thèses sont

---

<sup>1</sup>. D'ailleurs, dans la longue citation rapportée par Max Weber, il apparaît clairement que c'est bien ainsi que Franklin l'entendait: "Souviens-toi que le *temps*, c'est de l'*argent*. Celui qui, pouvant gagner dix shillings par jour en travaillant, se promène ou reste dans sa chambre à paresser la moitié du temps, bien que ses plaisirs, que sa paresse, ne lui coûtent que six pence, celui-là ne doit pas se borner à compter cette seule dépense. Il a dépensé en outre, jeté plutôt, cinq autres shillings." Dans WEBER M., *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, op. cit., p. 44-45.

<sup>2</sup>. D'ailleurs John Stuart Mill ne s'y était pas trompé quand il justifiait le profit au nom de l'abstinence et en même temps déclarait: "La cause du profit est que le travail produit plus qu'il n'est nécessaire pour son entretien. (...) Ainsi nous voyons que les profits naissent, non du jeu des échanges, mais de la puissance productive du travail." MILL J.S., *Principes d'économie politique*, 1848, éd. fr., Paris, Dalloz, 1953, Textes choisis et Préface par François Trevoux, p. 194. Marx raille Mill pour une autre raison: parce que celui-ci n'avait pas su distinguer la productivité et le surtravail. MARX K., *Le Capital, Livre I*, op. cit., p. 1009.

Par contre, la plupart des auteurs contemporains semblent ne pas comprendre le point explicité par Mill. On trouve pourtant une idée voisine chez VAN PARIJS P., *Qu'est ce qu'une société juste?*, op. cit., mais qui est édulcorée par une succession d'affirmations contradictoires ainsi qu'en témoignent les citations suivantes: "Si utiles que puissent être de telles théories (qui invoquent le risque, l'innovation et la vigilance par exemple) pour expliquer tant l'existence de l'exploitation que la répartition des profits entre les capitalistes, remarquons cependant que l'existence de l'exploitation (au sens marxiste) *explique* l'existence des profits au sens (faible) où la première constitue une condition nécessaire de la seconde." (p. 136) Dans cette phrase, l'accent mis par l'auteur sur le verbe *expliquer* est correct; par contre l'exploitation n'est pas seulement une condition nécessaire des profits, elle est aussi suffisante dès lors que les marchandises sont vendues. "La différence entre le travail vivant et le capital est que ce dernier présuppose l'"attente", l'"abstinence", l'"épargne" et, éventuellement, le "risque". C'est précisément en cela que constitue la contribution spécifique des capitalistes." (p. 100) Tout le côté correct de la première phrase est annulé par la seconde dans laquelle, comme beaucoup d'autres, l'auteur ne fait pas la différence entre la justification du profit et sa source. Ou plutôt il argumente en faveur de l'existence de plusieurs sources: "L'honnêteté exige cependant que l'on concède que le terme "expliquer" (ou "source") est utilisé ici dans un sens extrêmement faible, puisque beaucoup d'autres propositions pourraient expliquer en ce même sens l'existence des profits. Définissons par exemple, la *valeur-pétrole* d'un bien comme la quantité de pétrole socialement nécessaire (directement ou indirectement, y compris *via* la reproduction de la force de travail) à sa production. Définissons l'exploitation-pétrole comme suit: un travailleur est *pétrole-exploité* si la valeur-pétrole de sa production excède la valeur-pétrole de sa consommation. L'exploitation-pétrole des travailleurs est, au même titre que leur exploitation(-travail) orthodoxe, une condition nécessaire de l'existence des profits." (p. 136-137) Jusqu'ici, l'auteur n'a rien fait de plus que mettre en évidence le concept de surplus social ou surproduit (en nature) équivalent (et provenant) du surtravail, mais continuons à le lire. "Et l'on peut aller plus loin. Considérons le pétrole (brut) comme un bien non produit et qualifions de *pétrole exploité* quiconque fournit plus de pétrole que la valeur-pétrole (telle que nous l'avons définie plus haut) à laquelle il a accès grâce à ses revenus. L'exploitation-pétrole des propriétaires de pétrole est, tout comme l'exploitation(-travail) orthodoxe des détenteurs de force de travail, une condition nécessaire de l'existence des profits. Enfin et surtout, considérons au contraire le pétrole comme un bien produit (grâce à la construction et l'entretien de plates-formes d'extraction, etc.). Une certaine quantité de pétrole est indirectement nécessaire à cette production. Une condition nécessaire à l'existence de profits positifs dans l'économie est que la quantité de pétrole affectée à la production d'un baril de pétrole n'excède pas un baril, et que donc le pétrole soit exploité en un sens (tout comme la force de travail est exploitée dès le moment où moins d'une heure de travail est affectée *via* le panier

parfaitement compatibles avec celles des classiques et de Marx pour lesquels les situations de monopole, les avances technologiques permettent à certaines entreprises ou branches de pratiquer des prix dégagant des surprofits par rapport à ceux de leurs concurrents. Dans l'esprit de Marx, il s'agissait de surprofits par rapport aux profits normaux, ces derniers résultant de l'établissement de prix de production.

Les pistes de réflexion, ouvertes par les circuitistes keynésiens<sup>1</sup> à la suite de Keynes et de Kalecki, concernant la nécessité de la création monétaire pour assurer la réalisation de la plus-value en profit monétaire macro-économique, ne peuvent pas se substituer non plus à une analyse en terme de surtravail pour expliquer l'origine du surplus social dont le profit est l'équivalent monétaire.

**Quant à la question 2.**, les fausses querelles doivent être évitées: qui met en doute qu'une économie d'accumulation doit dégager un surplus? Certainement pas Marx, théoricien de l'accumulation.

---

de consommation des travailleurs, à la production d'une heure de travail." (p. 137) Dans l'hypothèse du deuxième cas de figure de l'auteur, le pétrole est utilisé indirectement, c'est à dire en tant que moyen de production; si le pétrole devait être *exploité*, c'est le pétrole *direct* qui le serait et non le pétrole *indirect*, tout comme c'est le travail vivant qui est exploité et non le travail mort. Mais le pétrole *direct* n'a aucun sens. Sauf à faire réapparaître le fantasme de la productivité du capital, l'auteur est donc obligé de sous-entendre que la production de pétrole exige du travail vivant (sur les plates-formes). C'est ce travail-là qui sera exploité. Remarquons d'ailleurs le glissement qui avait conduit l'auteur à parler du propriétaire du pétrole qui était (lui, pas le pétrole) *pétrole-exploité*, puis du pétrole qui est *exploité*. Dire que la fraction de baril de pétrole affectée à la production d'un baril entier est *exploitée* n'a pas plus de sens que de dire que le grain de blé que nous semons est *exploité* parce que nous récoltons un épi. Le produit net dégagé (égal, en supposant qu'il n'y a pas d'autre moyen de production que le grain, au nombre de grains de l'épi moins un, ou au baril moins la fraction de baril), à ne pas confondre avec le profit (ou surplus ou surproduit) sera l'objet d'une affectation. C'est cette dernière qui peut faire l'objet d'une analyse en terme d'exploitation.

<sup>1</sup>. POULON F., *Macro-économie approfondie*, op. cit.

COMBEMALE P., QUILLES J.J., *L'économie par le circuit: comprendre la macro-économie*, op. cit.